

Bulletin de pré-inscription

Date limite de pré-inscription le 15 avril 2023

ADRESSE:

CENTRE DE SHIATSU FLORENCE ALIAGA
PERICENTRE IV -149 rue de la Délivrande
14000 Caen

NOM:.....

PRENOM.....

ADRESSE:.....

.....

N° de téléphone.....

Mail:

Règlement du stage et modalités de paiement :

Virement - Chèque bancaire

Renvoyer le document de pré inscription dûment rempli et signé accompagné de votre règlement établi à l'ordre de : CENTRE DE SHIATSU Florence Aliaga.

Le stagiaire s'engage à payer la prestation selon les modalités de paiement suivantes :

Après un délai de rétractation mentionné dans le contrat de formation conclue entre l'organisme de formation et l'apprenant, le stagiaire effectue le paiement de 30% à l'inscription contrat signé, soit 84€. Le solde de 196€ sera à régler le 1^{er} jour du stage et encaissé à la fin stage.

En cas d'annulation de votre part une semaine avant le début de la date du stage : Le total de la formation est dû. En cas d'annulation du stage de la part des organisateurs, le remboursement des paiements sera fait par la restitution des chèques. Voir le site – Conditions Générales de vente – « Conditions de report et d'annulation d'une séance de formation ».

J'atteste avoir lu le paragraphe sur « les modalités de paiement » et en approuver les formalités.

Fait à :

Le :

DATE et SIGNATURE (précédées de la mention « Lu et approuvé »)

Programme de formation

- Se familiariser et utiliser la chaise ergonomique de shiatsu
- Repérage et perception sensitive des méridiens sur la chaise.
- Exploration des articulations et anatomie palpatoire avec une intervenante en ostéopathie.
- **Kata Shiatsu assis** – Evaluation Pratique - Durée 20mn
- **Kata Shiatsu sur chaise ergonomique** - Evaluation Pratique
Durée 20mn
- **Remise de l'attestation et du certificat de réalisation.**

Intervenants:

Florence Aliaga : Spécialiste en Shiatsu Titre RNCP

Thierry Schwaller: Spécialiste en Shiatsu Titre RNCP



Déclaration à la CNIL :

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 (modifiée par la loi 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel) relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ce site n'a pas fait l'objet d'une déclaration 0604172848 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (www.cnil.fr).

Litiges :

Les présentes conditions du site <https://www.aliaga-shiatsu-caen.fr> sont régies par les lois françaises et toute contestation ou litiges qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de celles-ci seront de la compétence exclusive des tribunaux dont dépend le siège social de la société. La langue de référence, pour le règlement de contentieux éventuels, est le français.

Données personnelles :

De manière générale, vous n'êtes pas tenu de nous communiquer vos données personnelles lorsque vous visitez notre site Internet <https://www.aliaga-shiatsu-caen.fr>.

Cependant, ce principe comporte certaines exceptions. En effet, pour certains services proposés par notre site, vous pouvez être amenés à nous communiquer certaines données telles que : votre nom, votre fonction, le nom de votre société, votre adresse électronique, et votre numéro de téléphone. Tel est le cas lorsque vous remplissez le formulaire qui vous est proposé en ligne, dans la rubrique « contact ». Dans tous les cas, vous pouvez refuser de fournir vos données personnelles. Dans ce cas, vous ne pourrez pas utiliser les services du site, notamment celui de solliciter des renseignements sur notre société, ou de recevoir les lettres d'information.

Enfin, nous pouvons collecter de manière automatique certaines informations vous concernant lors d'une simple navigation sur notre site Internet, notamment : des informations concernant l'utilisation de notre site, comme les zones que vous visitez et les services auxquels vous accédez, votre adresse IP, le type de votre navigateur, vos temps d'accès. De telles informations sont utilisées exclusivement à des fins de statistiques internes, de manière à améliorer la qualité des services qui vous sont proposés. Les bases de données sont protégées par les dispositions de la loi du 1er juillet 1998 transposant la directive 96/9 du 11 mars 1996 relative à la protection juridique des bases de données.